

d'ailleurs fait, qui soit bien en dessous de celui des États-Unis. Avant tout, monsieur l'Orateur, nous ne devons pas nous laisser entraîner à adopter des mesures qui auraient pour effet d'aggraver notre taux d'inflation, ce qui se traduirait par des difficultés accrues pour nos concitoyens et nous ferait perdre notre position concurrentielle sur les marchés internationaux.

Pour conclure je dirais que nous nous sommes constitués un coussin d'assurance avec nos politiques sociales. Notre secteur agricole est l'un des plus stables de tous les pays. Nous disposons d'une politique énergétique nationale à la fois réaliste et non inflationniste. Le ministre d'État (Petites entreprises) (M. Lapointe) a déclaré qu'il étudiait des modifications à la loi sur les prêts à la petite entreprise pour savoir si nous pourrions élargir la portée de cette loi pour qu'elle couvre désormais les coûts d'inventaire des chefs de petites entreprises. Il examine par ailleurs une étude sur les petites entreprises et nous connaissons les problèmes qu'elles ont à l'heure actuelle. Nous avons modifié la loi sur les banques afin d'élargir la gamme des ressources financières disponibles, en songeant encore une fois aux besoins des petites entreprises.

C'est ainsi que nous avons maintenu notre place parmi les chefs de file des pays industrialisés du monde. Si nos politiques sont mauvaises à ce point-là, pourquoi n'y avait-il que 88 députés de l'opposition à la Chambre le 6 novembre, quand notre budget a été adopté? Où étaient le député de Saint-Jean-Ouest et le chef de l'opposition (M. Clark)? Pourquoi n'étaient-ils pas à la Chambre pour rejeter le budget s'il était si mauvais que cela.

Une voix: Ils étaient à Kitchener.

Une voix: Où étaient tous vos ministres?

M. Ferguson: ... comme ils ont essayé de nous le faire croire ce soir? Et maintenant, où sont-ils pendant que nous faisons ce débat d'urgence? Ils ont parlé plus tôt et ils sont allés se coucher.

M. Rae: Où est M. MacEachen?

M. Kempling: Où est MacEachen en ce moment?

M. Ferguson: Je crois que si leurs déclarations des dernières semaines sont sérieuses, il doivent aux Canadiens de leur dire où ils étaient, et pourquoi ils n'étaient pas ici pour participer au vote sur le budget que nous avons présenté le 28 octobre et qui assurera la stabilité et de la sécurité de l'approvisionnement énergétique du Canada au cours de la prochaine décennie.

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur l'Orateur, la seule chose que le budget va faire, c'est détruire le pays. Le ministre a critiqué notre chef, qui lui, au moins, était ici ce soir. Je ne vois aucun ministre ici, et il y a à peine six députés dans tout leur bordel. Et il a l'audace de dire que notre chef n'était pas ici, alors qu'il y était.

M. Ferguson: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Nous pouvons vérifier dans le hansard du 6 novembre qui était présent à la Chambre au moment du vote. Ni le chef de l'opposition, ni le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) n'étaient alors présent.

● (0230)

M. Taylor: Braquons les caméras de télévision sur les premiers rangs. Personne, pas un homme, pas une femme. Mettez cela dans votre poche et votre mouchoir dessus. Les riches

La situation économique

libéraux peuvent dire tout ce qu'ils veulent, mais cela n'aide pas les pauvres de notre pays à payer leur facture de chauffage. Ils peuvent bien parler de changer nos priorités. Pour les personnes âgées, tout ce que cela veut dire c'est manger de la pâtée pour chien au lieu de manger de la pâtée pour chat. Comment vont-ils changer leurs priorités? Demandez-le au premier ministre (M. Trudeau). Il a beau jeu, avec ses millions de dollars, de vouloir changer ses priorités. Allons parler à la masse des petites gens qui forment notre pays à qui l'on demande aujourd'hui de revoir leurs priorités. Ils se sont battus aussi pour notre pays. Pour beaucoup, la seule priorité envisageable, c'est de diminuer leur marché.

Les députés d'en face applaudissent quand le premier ministre parle de changer de priorité. Je me demande s'il sait ce que cela veut dire. Le parti libéral est devenu un parti de demi-vérités et il leur donne le bénéfice du doute. Il n'arrête pas de ressasser des choses à nos concitoyens qui ne sont pas vraies. Je voudrais donner un ou deux exemples pour illustrer mes propos.

Chaque jour ils disent que l'Alberta refuse de conclure une entente. C'est plutôt les libéraux qui ne veulent pas d'entente. Car l'Alberta elle est prête. Si les libéraux ne sont pas au courant, je vais leur parler de l'offre qui a été faite au premier ministre. Il l'a trouvée assez bonne. Mais après y avoir réfléchi pendant une nuit, il a dit qu'il n'en voulait pas. Et c'est pourquoi les libéraux disent que l'Alberta n'est pas d'accord.

Si je propose de vous vendre ma ferme en disant que je vous ferai un prix pour la maison mais que nous discuterons plus tard de la terre, seriez-vous prêts à accepter? Non évidemment. C'est justement ce que le ministre de l'Énergie a fait avec l'Alberta, il a négocié à la pièce. Le gouvernement sait bien que l'Alberta ne peut accepter une partie sans savoir en quoi l'autre consistera.

Ce n'est qu'en juin dernier que le gouvernement libéral et le ministre de l'Énergie ont proposé un plan global à l'Alberta. Mais la proposition était si ridicule qu'aucun gouvernement ne pouvait l'accepter. Depuis lors, il n'y a plus eu d'offre globale. Il y a eu des offres à la pièce. Ils ont répété en public qu'ils avaient proposé les prix mondiaux pour le pétrole de Fort McMurray et que l'Alberta ne voulait pas accepter. C'était une demi-vérité. Le gouvernement fédéral n'a pas précisé ce qu'il donnerait pour le pétrole conventionnel. Il tait les autres détails.

Si les députés du parti ministériel sont d'accord, ils sont prêts à appuyer n'importe quoi. Il est absurde de déclarer que le gouvernement de l'Alberta devrait accepter une offre partielle. Enfin, le premier ministre Loughheed a proposé une entente globale qu'il a soumise au premier ministre le 25 juillet. Je voudrais souligner quelques aspects de cette offre pour voir si nos vis-à-vis, des gens raisonnables, oseront la refuser.

Premièrement, le gouvernement de l'Alberta n'a pas exigé 75 p. 100 du prix mondial. Il n'a même pas été question du prix mondial. Il a demandé, pour commencer, 65 p. 100 du prix nord-américain jusqu'en 1984, date à laquelle sa part aurait été portée à 75 p. 100 du prix nord-américain. Voilà que les Albertains ont offert et que le premier ministre a refusé. Il est disposé à payer 38 dollars pour du pétrole arabe ou mexicain, mais pas à verser à l'Alberta la moitié de cette somme. Il a rejeté cette offre.